



## LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP-7 DE LA CCD MARDI 25 OCTOBRE 2005

Les participants à la CdP-7 se sont réunis, le matin et l'après-midi, dans le segment spécial, pour mener un dialogue interactif et pour entendre les déclarations des parties. Les groupes de contact ont poursuivi les discussions sur: les programme et budget; les projets de décisions du Comité sur l'Examen de l'Application de la Convention (CRIC); les unités de coordination régionales (UCR); et le rapport de l'Unité d'Inspection Conjointe (UIC).

### REUNION SPECIALE

**DIALOGUE INTERACTIF GLOBAL:** Le Président de la CdP-7, Stephen Kalonzo Musyoka, a ouvert le dialogue. Uriel Safriel, de l'Université Hébraïque de Jérusalem, en Israël, a introduit le thème du dialogue "Opportunités Economiques dans les Terres Sèches, dans le cadre de la CCD."

Le dialogue interactif s'est focalisé sur: les mesures innovantes pour la levée des barrières existantes et l'habilitation des communautés rurales à s'adapter à des moyens de subsistance alternatifs; la compatibilité de l'affectation historique des terres avec les récents changements et les évolutions actuelles; l'élaboration de programmes d'action nationaux (PAN) dans le mécanisme pour promouvoir des moyens de vivre durables et des opportunités économiques dans les zones arides; et les stratégies pour le maintien des moyens de vivre, dans les zones arides, dans le cadre des scénarios des catastrophes naturelles renouvelées et des projections des changements climatiques, retenues pour les zones arides.

La CHINE a appelé à un soutien financier et technologique au profit des pays en développement. L'INDE a déclaré qu'elle a adopté des politiques qui complètent les objectifs de la CCD. Le MAROC a encouragé les parties à être actives dans leur réponse à l'impact de la désertification sur la migration, en élaborant une stratégie pertinente à travers la CCD. Le GHANA a appelé à la levée des barrières commerciales, à l'amélioration de la prise de conscience et à l'adoption des Normes de la Comptabilité Verte des Nations Unies. Le CAP VERT a souligné la nécessité d'une formation pour les communautés locales, et a appelé les pays à se focaliser sur les activités génératrices de revenus durant 2006 Année Internationale des Déserts et de la Désertification.

La REPUBLIQUE TCHEQUE a décrit son aide publique au développement (APD) aux pays touchés, pour la promotion de la recherche sur les questions touchant à l'érosion des sols. Le ROYAUME-UNI a appelé les parties à appréhender les facteurs socioéconomiques, à traiter les causes des, et les solutions à la, désertification, et à diffuser les bonnes pratiques en matière de réforme foncière. Le délégué des PAYS-BAS a appelé la CCD à engager le secteur privé et à encourager les partenariats publics-privés à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'ITALIE a parlé d'une approche intégrée appliquée aux problèmes d'accès à l'énergie et à l'eau et à la lutte contre la désertification. La FRANCE a déclaré qu'elle continuerait à soutenir la mise en œuvre des PAN dans les pays en développement.

Décrivant l'utilisation de l'énergie solaire, dans le Sahel, pour l'utilisation domestique de l'eau, le COMITE INTERETATIQUE PERMANENT POUR LE CONTROLE DE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL a déclaré qu'il s'agissait là d'un domaine prometteur pour l'investissement du secteur privé.

**DECLARATIONS DES MINISTRES:** L'après-midi, les délégués ont entendu les déclarations des parties.

Chérif Rahmani, Ministre algérien de la Planifications Régionale et de l'Environnement, a fait l'éloge du rapport de l'UIC sur les activités du Secrétariat.

Mtiti Fakudze, Ministre de l'Agriculture et des Coopératives du Swaziland, a souligné la nécessité d'évaluer les accomplissements de la CCD au cours des dix dernières années, et a encouragé la mise en application des recommandations de l'UIC.

Bountiem Phissamay, Ministre auprès du Cabinet du Premier Ministre de la République Populaire Démocratique du Laos, a donné un aperçu sur les objectifs de son pays en matière de développement, les actions visant à l'éradication de la pauvreté et la mise en œuvre de PAN.

Abdymalik Anarbaev, Ministre kirghiz en exercice chargé de l'Agriculture, de l'Economie des Eaux et de Transformation Industrielle, a présenté un rapport sur les activités nationales et les projets de lutte contre la désertification, y compris ceux menés avec le soutien de la CCD et du Mécanisme Mondial.

Davlastsho K. Gulmahmadov, Ministre tadjik chargé de la Commission d'Etat pour la Gestion des Terres, a exprimé l'espoir de voir la CCD disposer d'un mécanisme de financement efficace, et a suggéré de se focaliser sur la formation.

Henri Djombo, Ministre congolais des Forêts et de l'Environnement, a fait part de ses réserves sur le débaissement dans la région, a appelé à la promotion de l'efficacité du Secrétariat de la CCD, et a apporté son appui au rapport de l'UIC.

Abobakar El Mansori, Ministre de l'Agriculture de la Jamaïque, a appelé l'ensemble des parties à promouvoir la coordination dans la mise en œuvre des efforts régionaux et sous-régionaux et à encourager le transfert des données.

Iyorchia Ayu, Ministre près du Ministère nigérian de l'Environnement, a souligné l'importance d'un accès équitable des pays en développement aux fonds du FEM et à des ressources additionnelles, et a appelé toutes les parties prenantes à travailler ensemble pour la concrétisation des objectifs de la Convention.

Yves-André Wainright, Ministre haïtien de l'Environnement, a mis en relief les liens entre les activités de lutte contre l'érosion des sols et la promotion de la mise en valeur des terres, et a appelé à des programmes d'action pluriannuels.

Laurent Sedogo, Ministre burkinabé de l'Environnement, a appelé à l'élaboration de recommandations pratiques, à la CdP-7, et a souligné l'importance des synergies entre les Conventions de Rio, et des partenariats.

Nancoman Keïta, Ministre malien de l'Environnement et de l'Assainissement, a appuyé l'établissement d'un observatoire des ressources naturelles, et a appelé à des efforts plus importants de la part des ONG pour la mise en œuvre de la Convention.

Arcado Ntagazwa, Ministre d'Etat chargé de l'Environnement de la République Unie de Tanzanie, a appelé le FEM à soutenir les programmes menés par les pays, à accroître les ressources allouées au PO 15 du FEM (gestion durable des terres).

Jean-Eudes Téya, Ministre Centrafricain des Eaux, des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, a déclaré que dans son pays, les conflits ont déstabilisé la mise en application de la Convention, et a appelé les pays industrialisés et les donateurs internationaux à accroître leur soutien.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Changbo Bai, Andrey Vavilov, Ph.D., Peter Wood, Kunbao Xia, et Sarantuyaa Zandaryaa, Ph.D. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales, du département d'Etat américain); le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI); l'Office Fédéral de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (OFEFP); le Royaume-Uni (à travers le DFID); le ministère danois des affaires étrangères; le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)); le ministère néerlandais des affaires étrangères, la Commission Européenne (DG-ENV), et le ministère italien de l'environnement. Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2005, par: le PNUE; le gouvernement australien; le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux; les ministères suédois du développement durable et des affaires étrangères; les ministères norvégiens de l'environnement et des affaires étrangères; les ministères finlandais de l'environnement et des affaires étrangères; Swan International; le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Le Financement de la version espagnole est fourni par le ministère espagnol de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe du BNT à la CdP-7 de la CCD est joignable soit directement à la Salle de Presse située au premier étage du centre des conférences de Gigiri, UNON, soit par courriel à: <changbo@iisd.org>.



Martin Puta Tofinga, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement des Territoires et du Développement Agricole de Kiribati, a parlé au nom des Îles du Pacifique Parties. Mettant en exergue la vulnérabilité des petits États insulaires en développement (PEID) aux changements climatiques et à l'érosion des sols, il a appelé à un soutien financier et technique.

Bill Vakaafi Motufoou, Ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche de Niue, a mis en exergue la reconnaissance de la vulnérabilité des PEID dans la Déclaration de Maurice, et a appelé à une plus grande souplesse dans le portefeuille des projets des PNUD/FEM pour les pays les moins avancés et les PEID.

Max Puig Miller, Secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement et des Ressources Naturelles, République Dominicaine, a fait référence aux réfugiés de la désertification, et a décrit les efforts fournis par son pays dans le domaine de la lutte contre la désertification dans les écosystèmes fragiles.

Tariqul Islam, Ministre de l'Environnement et des Forêts du Bangladesh, a mis l'accent sur les problèmes causés par la rareté de l'eau et l'érosion des littoraux.

Tereza Seresio Ero, Ministre d'Etat soudanais chargé de l'Environnement, a décrit les opportunités économiques dans les zones arides, et les activités éco-sociales.

Willem Konjore, Ministre namibien de l'Environnement et du Tourisme, a parlé de la mise en application de la gestion intégrée des terres.

Fernando Mario Gonzales Bermudez, Ministre en exercice cubain des Sciences, des Technologies et de l'Environnement, a déclaré que les pays industrialisés doivent honorer leurs engagements, et a mis en exergue la coopération Sud-Sud.

Issifou Okolou-Kantchati, Ministre togolais de l'Environnement et des Ressources Forestières, a apporté son appui au rapport de l'UIC, et a appelé à une plus grande solidarité entre les parties.

Charles Sylvain Rabotoarison, Ministre malgache de l'Environnement, des Eaux et des Forêts, a exprimé l'espoir de voir le FEM apporter un soutien plus important à la gestion des terres en Afrique.

Francis Nhema, Ministre de l'Environnement et du Tourisme du Zimbabwe, a décrit les activités nationales pour l'éradication de la pauvreté, et a encouragé la mise en application des recommandations de l'UIC.

Mary Mugenyi, Ministre d'Etat chargé de l'Industrie Animalière, au Ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Industrie Animalière et des Pêches, a appelé les parties à marquer 2006 Année Internationale des Déserts et de la Désertification par des actions concrètes.

Heruy Asghedom Woldemariam, parlant au nom de Arefaine Berhe, Ministre de l'Agriculture de l'Erythrée, a décrit les efforts nationaux fournis dans le domaine de la lutte contre la désertification et a mis l'accent sur le fossé grandissant entre les pays riches et les pays pauvres.

Jules Codjo Assogba, Ministre béninois de l'Environnement et des Etablissements Humains, a déclaré que la désertification est capable de déstabiliser les objectifs sociaux, et a parlé d'une réduction du couvert forestier dans la région nord de son pays.

Abdou Labo, Ministre nigérien des Ressources en Eau, de l'Environnement et de la lutte contre la Désertification, a déclaré que la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté et la politique qui guide la lutte contre la désertification, et a présenté l'insécurité alimentaire comme étant leur plus grande crise.

Lufter Xhuvli, Ministre albanais de l'Environnement, des Forêts et des Eaux, a déclaré que l'exploitation forestière illicite et le surpâturage contribuent à la dégradation des terres dans son pays.

Pierre Hele, Ministre camerounais de l'Environnement et de la Protection de la Nature, a parlé des mesures prises par son pays pour la mise en application des conventions de Rio.

Lebohang Nts'inyi, Ministre du Tourisme, de l'Environnement et de la Culture, du Lesotho, a encouragé le FEM à accroître les ressources allouées au PO 15, et a appelé à un soutien financier et technique de la part des partenaires du développement et à un renouvellement de l'engagement en faveur de la CCD par toutes les parties.

Odette Kayitesi, Ministre de la Planification Régionale, de l'Environnement et du Tourisme du Burundi, a apporté son appui à une institutionnalisation permanente du CRIC et au financement de ses fonctions, et a appelé à la fourniture de ressources adéquates au Secrétariat de la CCD.

Tewolde Berhan Gebre Egziabher, Directeur Général de l'Autorité chargée de la Protection Environnementale, Ethiopie, a souligné que les activités de la CCD devraient impliquer des efforts

de reboisement et d'afforestation car le déboisement conduit à l'érosion des sols, et a appelé le FEM à financer les projets de mise en valeur des terres marginales.

Tomás Novotny, Vice-ministre tchèque chargé de l'Environnement, a donné un aperçu sur l'aide en matière de finance et de recherche, fournie par son pays aux pays touchés pour le traitement de l'érosion des sols, et a réitéré que son pays continuera à mettre à disposition ses experts, ses technologies appropriées et son savoir-faire.

## GROUPES DE CONTACT

**PROGRAMME ET BUDGET:** Ce groupe de contact a poursuivi son examen du projet de décision concernant les programmes et budget au titre de la biennale 2006-2007.

Des libellés ont été proposés, mais pas approuvés, sur des questions englobant: les efforts fournis par le Secrétariat de la CCD pour rester dans les limites du budget approuvé au titre de 2004-2005; l'autorisation du Secrétaire Exécutif, au titre des exercices 2003-2004 et 2005-2006, d'utiliser les ressources disponibles en espèces du budget central pour contracter des obligations et pour procéder aux paiements nécessaires à la réalisation des engagements contractuels; l'apport de contributions supplémentaires par les pays industrialisés pour l'allègement de l'impact des fluctuations monétaires sur le Secrétariat; l'introduction de l'Euro comme devise fonctionnelle à partir de la biennale 2008-2009; et, la mention du montant financier des contributions indicatives devant être apportées par les parties, dans les futurs documents budgétaires. La majeure partie du projet de décision est restée entre crochets.

**UNITES DE COORDINATION REGIONALES:** Au cours de l'examen du projet de décision révisé concernant les UCR, soumis par le Président Mohammed Ismail (Tunisie), les participants ont continué à débattre du point de savoir si la CdP-7 devait reconnaître "les fonctions des UCR existants" ou "la nécessité de renforcer le travail mené actuellement par les UCR disponibles." La proposition d'établir un groupe de travail spécial sur le rôle des UCR a été abandonnée, à défaut de consensus. Pour les mêmes raisons, le paragraphe sur l'exploration de la possibilité d'établir un UCR pour la région d'Europe Centrale et Orientale, a été placé entre crochets.

**EXAMEN DE LA CONVENTION:** Ce groupe de contact a réalisé le consensus autour de la décision concernant les ajustements devant être apportés au processus d'élaboration et d'application. Au sujet des procédures de communication et d'établissement des rapports, des divergences ont persisté sur les modalités et les sources de financement de l'élaboration de rapports nationaux normalisés. Au sujet de la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en application, un pays industrialisé a été réticent quant à l'insertion d'un libellé appelant à un engagement de la part des pays industrialisés à affecter 0,7 pourcent du PNB à l'APD. Au sujet de la collaboration avec le FEM, plusieurs pays ont continué à éluder le consensus.

**RAPPORT DE L'UNITE D'INSPECTION CONJOINTE:** Le groupe de contact s'est réuni le matin pour entendre des déclarations générales concernant le rapport de l'UIC, plusieurs intervenants faisant l'éloge du rapport et apportant leur appui à un projet de décision pour adoption à la CdP-7. Au cours des séances de l'après-midi et de la soirée, les discussions se sont focalisées sur le projet de décision élaboré par le Président Sem T. Shikongo (Namibie). Le projet suggère l'élaboration d'un objectif stratégique habilitant les parties à parvenir à une perception et une compréhension commune de l'avenir de l'application de la CCD, et l'établissement d'un groupe de travail intersession pour le traitement des recommandations du rapport de l'UIC. Les participants étaient divisés sur le projet de décision.

## DANS LES COULOIRS

Au moment où la plénière entendait les ministres encourager, l'un après l'autre, l'apport d'un soutien financier à la mise en application de la CCD, un sentiment d'accablement s'est répandu, les délégués des pays en développement ayant eu des difficultés à percevoir le moindre signe de la part des pays donateurs qu'ils sont prêts à mettre à disposition des fonds supplémentaires. Cela a trouvé écho chez certaines parties visées à l'Annexe V, qui se sentaient marginalisées dans la course aux projets. Les pays en transition économique, touchés, de la région d'Europe Centrale et Orientale n'ont pas été mentionnés au cours de l'élaboration du Mémoire d'Entente entre le FEM et la CCD. Comme l'a fait observer, avec regret, un délégué, c'est là une raison de plus pour effiler graduellement une Annexe déjà tendue par les nouvelles loyautés et affiliations.